



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.989/2
du 13 mars 2017

sur

un avant-projet de loi
'modifiant l'article 36*bis* de la
loi du 8 décembre 1992
relative à la protection de la vie
privée à l'égard des traitements
de données à caractère
personnel'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.989/2
van 13 maart 2017

over

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van artikel 36*bis* van
de wet van 8 december 1992
tot bescherming van de
persoonlijke levenssfeer ten
opzichte van de verwerking
van persoonsgegevens'

Le 14 février 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant l'article 36*bis* de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 mars 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mars 2017.

*

Op 14 februari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken et Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van artikel 36*bis* van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 maart 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 maart 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet^(*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

1. L'arrêté de présentation est dépourvu de formule de salutation, de préambule et de formule introduisant le dispositif de l'avant-projet ; il doit donc être complété en conséquence¹.

2. Suivant l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 mai 2010 'portant création de la Banque-Carrefour des véhicules', l'accès aux autres données de la Banque-Carrefour que celles concernant les spécifications techniques du véhicule visées à l'article 17 nécessite une autorisation préalable du comité sectoriel. Ce comité sectoriel est défini à l'article 2, 14^o, de la même loi comme

« le comité sectoriel pour l'autorité fédérale de la Commission de protection de la vie privée instauré par l'article 36bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

La Cour de cassation considère que :

« 5. De identificatiegegevens van de eigenaar en de tenaamgestelde die een natuurlijke persoon is, samen met het nummer van de kentekenplaat, zijn dergelijke persoonsgegevens.

6. Artikel 18, § 1, Wet Kruispuntbank Voertuigen bepaalt dat een machtiging van het Sectoraal comité vereist is voor elke toegang tot de gegevens van de Kruispuntbank Voertuigen, andere dan de gegevens vermeld in het gelijkvormigheidsattest of certificaat van overeenstemming.

7. Het gegeven dat het tot de opdracht van de politie behoort om overtredingen op de verkeersreglementen op te sporen en vast te stellen, heeft niet tot gevolg dat de politie voor de identificatie van de houder van een kentekenplaat via de Dienst Inschrijving Voertuigen zonder machtiging van het Sectoraal comité toegang heeft tot de persoonsgegevens van de Kruispuntbank Voertuigen ».

^(*) S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 227.

L'arrêté royal du 4 juin 2003 'fixant dérogation à l'autorisation visée à l'article 36bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel au profit de la banque de données nationale générale de la police intégrée structurée à deux niveaux' prévoit cependant que

« [l]es communications électroniques de données personnelles effectuées par les services de police, dans l'exercice des missions qui leur sont confiées, conformément aux articles 44/1 à 44/11 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, sont dispensées de toute autorisation du comité sectoriel pour l'autorité fédérale créé au sein de la Commission de la protection de la vie privée ».

Cet arrêté royal est entré en vigueur le même jour que l'article 36bis de la loi du 8 décembre 1992, inséré par l'article 10 de la loi du 26 février 2003 'modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale en vue d'aménager le statut et d'étendre les compétences de la Commission de la protection de la vie privée', soit le 26 juin 2003.

C'est en effet sur l'habilitation conférée au Roi par l'article 36bis, alinéa 3, de la loi du 8 décembre 1992 de prévoir des dérogations à la règle suivant laquelle « toute communication électronique de données personnelles par un service public fédéral ou par un organisme public avec personnalité juridique qui relève de l'autorité fédérale, exige une autorisation de principe de ce comité sectoriel à moins que la communication n'ait déjà fait l'objet d'une autorisation de principe d'un autre comité sectoriel créé au sein de la Commission pour la protection de la vie privée », que se fonde cet arrêté royal du 4 juin 2003.

L'avant-projet a donc pour objet de rappeler ce qui résulte déjà de ce qui précède, à savoir que,

« Dans l'exercice de leurs missions de police administrative et de police judiciaire, les services de police tels que définis à l'article 2, 2^o, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux sont dispensés de toute autorisation préalable du comité sectoriel ».

Une telle disposition est interprétative. Au sujet de telles dispositions interprétatives, le code de légistique² précise ce suit :

« 7.5. Lorsqu'une disposition d'une loi est peu claire et susceptible d'interprétations en sens divers, le législateur fédéral peut adopter une loi interprétative³ ayant pour objet d'interpréter cette disposition, d'une manière uniforme et obligatoire pour tous. Ce pouvoir d'interprétation authentique appartient également, dans les mêmes conditions, au législateur décentralisé⁴.

² *Ibid.*, pp. 27 et 28.

³ *Note de bas de page n° 46 du code de légistique* : Constitution, art. 84 : « L'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartient qu'à la loi. » Pour une étude générale sur ce sujet, voir W. VERRIJDT, « De interpretatieve wet: retroactiviteit en rechtszekerheid », *T.B.P.*, 2007, pp. 259-280.

⁴ *Note de bas de page n° 47 du code de légistique* : Constitution, art. 133 : « L'interprétation des décrets par voie d'autorité n'appartient qu'au décret. » Comme cet article figure dans une section de la Constitution consacrée aux compétences des communautés, la question de savoir si le législateur régional peut interpréter par voie d'autorité les normes régionales qu'il adopte demeure controversée. Dans l'arrêt n° 75.710 du 10 septembre 1998, le Conseil

Le recours à une loi ou à un décret interprétatif doit être limité à des cas exceptionnels, tels qu'un revirement de jurisprudence imprévu et de nature à déjouer des attentes légitimes.

Dans son arrêt n° 102/2006 du 21 juin 2006, la Cour constitutionnelle a décidé ce qui suit :

‘C’est le propre d’une loi interprétative, sous réserve du principe de légalité en matière pénale, de sortir ses effets à la date d’entrée en vigueur des dispositions législatives qu’elle interprète. Une loi interprétative est, en effet, celle qui confère à une disposition législative le sens que, dès son adoption, le législateur a voulu lui donner et qu’elle pouvait raisonnablement recevoir⁵.

Une loi interprétative ne peut toutefois porter atteinte aux décisions de justice passées en force de chose jugée.

La garantie de la non-rétroactivité des lois ne pourrait être éludée par le seul fait qu’une loi ayant un effet rétroactif serait présentée comme une loi interprétative’.

Trois recommandations peuvent au moins être tirées de cet arrêt :

a) pour que la loi ou le décret que vous rédigez puisse être considéré comme interprétatif, donnez à la disposition interprétée un sens qu’elle pouvait raisonnablement avoir à l’origine ;

b) lorsque vous voulez donner à une disposition d’une loi ou d’un décret un sens qu’elle ne pouvait pas raisonnablement avoir à l’origine, ne rédigez pas une loi ou un décret interprétatif mais rédigez une loi ou un décret modificatif ;

c) ne présentez pas une loi ou un décret modificatif produisant ses effets rétroactivement sous le couvert d’une loi ou d’un décret interprétatif.

Toute loi ou décret qui ne respecterait pas ces principes ou qui ne satisferait pas aux exigences relatives à l’admissibilité de la rétroactivité⁶, risquerait d’être annulé ou d’être déclaré inconstitutionnel par la Cour constitutionnelle pour violation des articles 10 et 11 de la Constitution ».

Par conséquent, il y a lieu d’adopter une loi interprétative et non une loi simplement modificative et rétroactive⁷.

En outre, la disposition en projet ne paraît pas suffisante pour permettre à l’auteur de l’avant-projet d’atteindre son objectif, à savoir assurer la sécurité juridique en levant l’incertitude qui, selon lui, résulte des arrêts de la Cour de cassation.

L’incertitude porte en effet sur la question de savoir si l’article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 mai 2010 tend ou non à imposer l’autorisation du comité sectoriel, lorsque celle-ci

d’État a décidé que « la Constitution n’a accordé à l’ordonnance aucun pouvoir d’interprétation des ordonnances par voie d’autorité [...] ». »

⁵ Note de bas de page n° 48 du code de légistique : Voir aussi la définition donnée par la Cour de cassation dans son arrêt du 17 février 2000 : « une loi interprétative est une loi qui, sur un point où la règle de droit est incertaine ou controversée, vient consacrer une solution qui aurait pu être adoptée par la jurisprudence » (Pas., I, n° 134, p. 447).

⁶ Note de bas de page n° 49 du code de légistique : Voir la recommandation n° 211 relative à la rétroactivité.

⁷ L’intitulé de la loi en projet doit également être adapté pour faire apparaître qu’elle est interprétative, et non modificative.

n'est pas requise en vertu de l'article 36bis de la loi du 8 décembre 1992, auquel l'article 2, 14° de la loi du 19 mai 2010 se réfère.

La disposition en projet ne lèvera pas cette incertitude si, comme l'a jugé implicitement la Cour de cassation, la loi du 19 mai 2010 est interprétée, selon le principe « *lex specialis generali derogat* », comme dérogeant à la dispense d'autorisation résultant de l'article 36bis, alinéa 3, de la loi du 8 décembre 1992 et de l'arrêté royal du 4 juin 2003 pris pour son exécution.

Par conséquent, l'auteur de l'avant-projet ne lèvera cette incertitude que si est adoptée une disposition interprétative de l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 mai 2010.

Cette disposition pourrait être formulée comme suit :

« Dans la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-Carrefour des véhicules, il est inséré un article 18bis rédigé comme suit :

‘L'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est interprété comme suit : l'autorisation préalable du comité sectoriel n'est pas requise dans les cas fixés par le Roi en vertu de l'article 36bis, alinéa 3, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel' »⁸.

Il va de soi que, conformément à l'article 7 du Code judiciaire⁹ et à la jurisprudence précitée de la Cour de cassation, pareil dispositif ne portera pas atteinte aux décisions de justice passées en force de chose jugée.

L'article 3 doit, quant à lui, être omis car c'est le propre d'une loi interprétative de sortir ses effets à la date d'entrée en vigueur des dispositions législatives qu'elle interprète et de former avec celles-ci un ensemble indissociable. Dans la mesure où il s'agit réellement d'une disposition interprétative, une disposition particulière réglant son application dans le temps est donc superflue¹⁰.

*

⁸ Ce faisant, l'arrêté royal du 4 juin 2003 s'appliquera aux cas dans lesquels les services de police requièrent de la Banque-Carrefour de véhicules les informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions de police administrative et de police judiciaire. Sur ce point, dans son avis n° 07/2017 du 1^{er} février 2017, la Commission de la protection de la vie privée a notamment constaté ce qui suit : « [...] depuis l'adoption de l'arrêté royal du 4 juin 2003 établissant une exemption d'autorisation en faveur des services de police, toutes les autorités chargées de mettre en œuvre et de contrôler le respect des règles de la LVP ou prises en vertu de celle-ci, notamment le Comité sectoriel, ont toujours interprété et appliqué les articles 36bis de la LVP et 1^{er} de l'arrêté royal du 4 juin 2003 en considérant que l'exemption concernait les communications par les services de police en qualité de détenteurs et d'expéditeurs de données, mais aussi celles initiées par et réalisées par les services de police requérant une information nécessaire à l'exercice de leurs missions judiciaires ou administratives auprès d'un service ou d'un organisme public » (§ 11).

⁹ Article 7 du Code judiciaire : « Les juges sont tenus de se conformer aux lois interprétatives dans toutes les affaires où le point de droit n'est pas définitivement jugé au moment où ces lois deviennent obligatoires ».

¹⁰ Avis 59.495/2/3 donné le 6 juin 2016 sur un avant-projet devenu la loi du 3 août 2016 'portant des dispositions fiscales urgentes', observation n° 2 sur les articles 2 et 11 (*Doc. parl.*, Chambre, n° 54-1920/001, pp. 38 et 39).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,^(*) de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

1. Het indieningsbesluit bevat geen begroeting, geen aanhef en geen inleiding van het dispositief van het voorontwerp. Het moet dan ook dienovereenkomstig worden aangevuld.¹

2. Volgens artikel 18, § 1, eerste lid, van de wet van 19 mei 2010 ‘houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen’ vereist de toegang tot andere gegevens van de Kruispuntbank dan die betreffende de technische specificaties van het voertuig bedoeld in artikel 17 een voorafgaande machtiging van het sectoraal comité. Dat sectoraal comité wordt in artikel 2, 14°, van dezelfde wet gedefinieerd als

“het sectoraal comité voor de federale overheid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, opgericht bij artikel 36bis van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens”.

Het Hof van Cassatie heeft het volgende geoordeeld:

“5. De identificatiegegevens van de eigenaar en de tenaamgestelde die een natuurlijke persoon is, samen met het nummer van de kentekenplaat, zijn dergelijke persoonsgegevens.

6. Artikel 18, § 1, Wet Kruispuntbank Voertuigen bepaalt dat een machtiging van het Sectoraal comité vereist is voor elke toegang tot de gegevens van de Kruispuntbank Voertuigen, andere dan de gegevens vermeld in het gelijkvormigheidsattest of certificaat van overeenstemming.

7. Het gegeven dat het tot de opdracht van de politie behoort om overtredingen op de verkeersreglementen op te sporen en vast te stellen, heeft niet tot gevolg dat de politie voor de identificatie van de houder van een kentekenplaat via de Dienst Inschrijving Voertuigen zonder machtiging van het Sectoraal comité toegang heeft tot de persoonsgegevens van de Kruispuntbank Voertuigen.”

Het koninklijk besluit van 4 juni 2003 ‘houdende afwijking van de machtiging bedoeld in artikel 36bis van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, ten gunste van de algemene

^(*) Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 227.

ationale gegevensbank van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus' bepaalt echter het volgende:

“De elektronische mededelingen van persoonsgegevens die de politiediensten verrichten tijdens de uitvoering van de opdrachten die hun worden toevertrouwd overeenkomstig de artikelen 44/1 tot 44/11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt zijn vrijgesteld van enige machtiging van het sectoraal comité voor de federale overheid, opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.”

Dat koninklijk besluit is in werking getreden op dezelfde dag als artikel 36bis van de wet van 8 december 1992, welk artikel ingevoegd is bij artikel 10 van de wet van 26 februari 2003 ‘tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de wet van 15 januari 1990 ‘houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en tot uitbreiding van haar bevoegdheden’, namelijk op 26 juni 2003.

Dat koninklijk besluit van 4 juni 2003 steunt immers op de machtiging die bij artikel 36bis, derde lid, van de wet van 8 december 1992 aan de Koning is verleend om te voorzien in afwijkingen van de regel luidens welke “elke elektronische mededeling van persoonsgegevens door een federale overheidsdienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert een principiële machtiging van dit sectoraal comité [vereist], tenzij de mededeling reeds onderworpen is aan een principiële machtiging van een andere sectoraal comité opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.”

Het voorontwerp strekt er dus toe in herinnering te brengen wat reeds uit het voorgaande voortvloeit, namelijk:

“De politiediensten zoals gedefinieerd in artikel 2, 2°[,] van de [w]et van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus[,] zijn bij de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie vrijgesteld van enige voorafgaande machtiging van het sectoraal comité.”

Dat is een interpretatieve bepaling. In verband met dergelijke interpretatieve bepalingen staat in de handleiding wetgevingstechniek het volgende te lezen:²

“7.5. Wanneer een wetsbepaling onduidelijk is en op velerlei wijzen kan worden uitgelegd, kan de federale wetgever een interpretatieve wet³ uitvaardigen die tot doel heeft aan deze bepaling een eenduidige en algemeen geldende uitlegging te geven. De decreetgever kan eveneens een authentieke uitlegging van de decreten geven⁴.

² *Ibid.*, 27-28.

³ Voetnoot 46 van de handleiding wetgevingstechniek: Art. 84 van de Grondwet: “Alleen de wet kan een authentieke uitlegging van de wetten geven”. Voor een algemene studie over dit onderwerp, zie W. VERRIJDT, “De interpretatieve wet: retroactiviteit en rechtszekerheid”, *T.B.P.* 2007, 259-280.

⁴ Voetnoot 47 van de handleiding wetgevingstechniek: Art. 133 van de Grondwet: “Alleen het decreet kan een authentieke uitlegging van de decreten geven”. Aangezien dit artikel voorkomt in een afdeling van de Grondwet over de bevoegdheden van de gemeenschappen, blijft de vraag of de gewestwetgever een authentieke uitlegging kan

Het beroep op een interpretatieve wet of op een interpretatief decreet moet worden beperkt tot uitzonderlijke gevallen, zoals een onvoorziene ommekeer in de rechtspraak die ingaat tegen rechtmatige verwachtingen.

In zijn arrest nr. 102/2006 van 21 juni 2006 heeft het Grondwettelijk Hof het volgende beslist:

‘Het behoort tot het wezen van een interpretatieve wet dat, onder voorbehoud van het strafrechtelijk legaliteitsbeginsel, zij terugwerkt tot op de datum van inwerkingtreding van de wetsbepalingen die zij interpreteert. Een interpretatieve wet is immers een wet die aan een wetsbepaling de betekenis geeft die de wetgever bij de aanneming ervan heeft willen geven en die zij redelijkerwijze kon krijgen⁵.

Een interpretatieve wet vermag evenwel geen afbreuk te doen aan in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissingen.

De waarborg van de niet-retroactiviteit van de wetten zou niet kunnen worden omzeild door het enkele feit dat een wet met terugwerkende kracht als een interpretatieve wet zou worden voorgesteld.’

Uit dit arrest kunnen drie aanbevelingen worden gehaald:

a) opdat de wet of het decreet dat u opstelt als interpretatief kan worden beschouwd, moet u de geïnterpreteerde bepaling een betekenis geven die zij oorspronkelijk redelijkerwijze kon krijgen;

b) wanneer u aan een bepaling van een wet of van een decreet een betekenis wil geven die zij oorspronkelijk redelijkerwijze niet kon hebben, stelt u geen interpretatieve wet of interpretatief decreet op, maar veeleer een wijzigingswet of -decreet;

c) stel geen wijzigingswet of -decreet met terugwerkende kracht voor onder het mom van een interpretatieve wet of een interpretatief decreet.

Wetten en decreten die deze beginselen niet in acht nemen, of die niet voldoen aan de vereisten inzake de toelaatbaarheid van terugwerkende kracht⁶, lopen het risico te worden vernietigd of ongrondwettig te worden verklaard door het Grondwettelijk Hof wegens schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.”

Bijgevolg dient een interpretatieve wet aangenomen te worden in plaats van een gewone wijzigingswet met terugwerkende kracht.⁷

Bovendien lijkt de ontworpen bepaling niet te volstaan om de steller van het voorontwerp in staat te stellen zijn doel te bereiken, namelijk zorgen voor rechtszekerheid door de onzekerheid weg te nemen die volgens hem voortvloeit uit arresten van het Hof van Cassatie.

geven aan gewestelijke rechtsregels die hij uitvaardigt een strijdvraag. De Raad van State heeft besloten dat “bij de Grondwet aan de ordonnantiegever geen enkele bevoegdheid is verleend om van de ordonnanties een authentieke uitlegging te geven (...)”, arrest nr. 75.710 van 10 september 1998.

⁵ Voetnoot 48 van de handleiding wetgevingstechniek: Zie ook de definitie, gegeven door het Hof van Cassatie in zijn arrest van 17 februari 2000: “een uitleggingswet [is] een wet (...) die betreffende een punt waar de rechtsregel onzeker of betwist is, een oplossing geeft, die door de rechtspraak had kunnen worden aangenomen” (*Pas.*, I, nr. 134).

⁶ Voetnoot 49 van de handleiding wetgevingstechniek: Zie aanbeveling nr. 211 betreffende de terugwerkende kracht.

⁷ Daarnaast dient ook het opschrift van de ontworpen wet aldus aangepast te worden dat blijkt dat het om een interpretatieve wet en niet om een wijzigingswet gaat.

De onzekerheid heeft immers betrekking op de vraag of artikel 18, § 1, eerste lid, van de wet van 19 mei 2010 al dan niet bepaalt dat een machtiging van het sectoraal comité voorhanden dient te zijn wanneer die niet vereist is krachtens artikel 36bis van de wet van 8 december 1992, waarnaar in artikel 2, 14°, van de wet van 19 mei 2010 verwezen wordt.

De ontworpen bepaling zal die onzekerheid niet wegnemen indien de wet van 19 mei 2010, zoals het Hof van Cassatie impliciet geoordeeld heeft, volgens het principe “*lex specialis derogat legi generali*” zo wordt geïnterpreteerd dat ze een afwijking inhoudt van de vrijstelling van machtiging die voortvloeit uit artikel 36bis, derde lid, van de wet van 8 december 1992 en uit het koninklijk besluit van 4 juni 2003 dat ter uitvoering van die bepaling vastgesteld is.

De steller van het voorontwerp kan die onzekerheid dus alleen wegnemen indien een interpretatieve bepaling met betrekking tot artikel 18, § 1, eerste lid, van de wet van 19 mei 2010 wordt aangenomen.

Die bepaling kan als volgt worden geredigeerd:

“In de wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidende:

‘Artikel 18, § 1, eerste lid, wordt uitgelegd als volgt: de voorafgaande machtiging van het sectoraal comité is niet vereist in de gevallen vastgesteld door de Koning krachtens artikel 36bis, derde lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’”.⁸

Het spreekt vanzelf dat een dergelijk dispositief overeenkomstig artikel 7 van het Gerechtelijk Wetboek⁹ en overeenkomstig de voornoemde rechtspraak van het Hof van Cassatie geen afbreuk mag doen aan rechterlijke beslissingen die in kracht van gewijsde gegaan zijn.

⁸ Daardoor zal het koninklijk besluit van 4 juni 2003 van toepassing zijn op de gevallen waarin de politiediensten de Kruispuntbank van de voertuigen verzoeken om inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie. In dit verband heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar advies nr. 07/2017 van 1 februari 2017 onder meer het volgende vastgesteld: “Sinds de goedkeuring van het koninklijk besluit van 4 juni 2003 houdende afwijking van de machtiging ten gunste van de politiediensten, hebben alle overheden belast met de uitvoering en het toezicht op de eerbiediging van de regels van de WVP of genomen krachtens deze wet, en met name het Sectoraal comité, de artikels 36bis van de WVP en 1 van het koninklijk besluit van 4 juni 2003 steevast geïnterpreteerd en toegepast met de overweging dat de afwijking de mededelingen betrof door de politiediensten in hun hoedanigheid van houders en verzenders van gegevens, maar ook van gegevens die werden ingeleid of verwezenlijkt door de politiediensten, waarvoor informatie vereist is die noodzakelijk is voor de uitoefening van hun gerechtelijke en administratieve opdrachten bij of van een openbare dienst of instelling” (§ 11).

⁹ Artikel 7 van het Gerechtelijk Wetboek: “De rechters zijn gehouden zich naar de uitleggingswetten te gedragen in alle zaken waarin het rechtspunt niet definitief berecht is op het tijdstip waarop die wetten bindend worden.”

Artikel 3, zijnerzijds, dient weggelaten te worden, aangezien het tot het wezen van een interpretatieve wet behoort dat ze terugwerkt tot op de datum van inwerkingtreding van de wetsbepalingen die ze interpreteert en daarmee een onlosmakelijk geheel vormt. Doordat het werkelijk gaat om een interpretatieve bepaling, is een bepaling tot regeling van de toepassing in de tijd van de ontworpen bepaling derhalve overbodig.¹⁰

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

¹⁰ Advies 59.495/2/3, op 6 juni 2016 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 3 augustus 2016 'houdende dringende fiscale bepalingen', opmerking 2 over de artikelen 2 en 11 (*Parl.St.* Kamer, nr. 54-1920/001, 38 en 39).